

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossier

N° 358 du 01.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré à part

"Le rêve d'un Grand Israël n'est pas réalisé"

3 Dossier

3-1 Interview de Jean Bricmont par Emmanuel Katz. : Dieu est à leur côté ?

3-2 Point de vue de Dr. As'ad Abdou Ar-Rahman : La religion est revenue sur la scène internationale, après le recul des idéologies laïques, nationales et socialistes.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Yehezkel Dror « Dès lors que c'est la survie du peuple juif qui est en question, il n'y a pas de place pour la morale »

---

## Tiré a part

### "Le rêve d'un Grand Israël n'est pas réalisé"

Le Premier Ministre Israélien Ehud Olmert a reconnu lundi que le rêve israélien d'établir le "Grand Israël" et "l'Etat juif" était dur à atteindre.

Lors d'un discours prononcé devant le comité des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset lundi, où il a également reconnu ses discussions de "paix" avec les Palestiniens et les Syriens, Olmert a été citant disant qu'on ne pouvait trouver ces deux choses ensemble [grand Israël et Etat juif] que dans l'esprit de gens psychologiquement malades et irréalistes.

Il a décrit les négociations de "paix" avec les Palestiniens et les Syriens comme "sérieuses", accusant la droite israélienne de faire avorter les efforts de paix dans la région et de pousser Israël à la guerre.

*"Je fais partie de ceux qui ne croyaient pas à la solution à Deux Etats, mais je réalise maintenant que j'avais tort. La plupart des Israéliens comprennent maintenant la différence entre la solution à Deux Etats et la solution à Un Etat, dans lequel tous les citoyens sont égaux"*, aurait dit Olmert.

Il a également prétendu qu'il parlait de paix avec une Autorité Palestinienne intéressée par la paix et qui ne sanctionne pas le "terrorisme", ajoutant que la différence entre lui et ses prédécesseurs est qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations tant que les Palestiniens ne se sont pas acquittés des leurs.

De plus, Olmert a justifié des pourparlers "secrets" et indirects entre Israël et la Syrie, soulignant que les discussions de paix indirectes avec la Syrie avaient débuté en février 2007, et que ses prédécesseurs avaient promis des concessions "douloureuses" à cet égard.

Palestine Info

27-05-2008

Traduction : MR pour ISM

<http://www.ism-suisse.org/news>

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Interview de Jean Bricmont par Emmanuel Katz. : Dieu est à leur côté ?

Palestine, Israël- une réalité complexe, sanglante, dramatique. Pour essayer d'y voir plus clair, nous avons rencontré Jean Bricmont, observateur et analyste lucide des événements du Moyen-Orient. Interview de Jean Bricmont par Emmanuel Katz.

« Dieu nous a donné cette terre »

JB : Dans toutes les guerres, les deux parties prétendent que Dieu est à leur côté. Il en était ainsi quand, avant la première Guerre mondiale, l'Allemagne et la France se disputaient l'Alsace et la Lorraine. Aujourd'hui, les Israéliens affirment que Dieu leur a donné « la terre d'Israël ». Ils donnent aussi comme justification l' « holocauste », les millions de Juifs exterminés par les Nazis au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. Mais les Arabes n'y étaient pour rien...

Les Arabes sont diabolisés...

JB : Il faut cesser de jeter de l'huile sur le feu ; en particulier, l'Europe doit cesser de prendre parti pour Israël et cesser de provoquer les Arabes et les musulmans (loi sur le voile, caricatures). Il ne faut pas accepter d' « Israëliser » l'Europe, c'est-à-dire de faire comme s'il y avait un conflit fondamental entre nous et le monde musulman. Nous avons eu assez de conflits historiques avec les Musulmans. Ce qui me préoccupe, c'est que nous avons trop souvent une vision du conflit qui est très partielle et qui est totalement différente de celle qui prévaut dans le monde arabe ; et cela crée des tensions (inutiles) entre eux et nous.

Comment en sortir ?

JB : Il faut avant tout cesser d'être culpabilisés par l'holocauste. L'immense majorité de la population européenne n'était pas née pendant la guerre et elle n'a pas à se sentir éternellement coupable pour des crimes qu'elle n'a pas commis. C'est également vrai pour les Allemands ou pour l'Eglise catholique qui continuent à être particulièrement culpabilisés. Ce ne sont pas non plus les Européens qui ont forcé les Israéliens à coloniser les Territoires. Au contraire, dès 1967, de Gaulle leur a conseillé de ne pas se lancer dans cette entreprise. Nous n'avons pas à assumer les conséquences des choix israéliens.

Qui, selon vous, a droit à Israël ?

JB : On exige sans cesse des Palestiniens la reconnaissance du « droit d'Israël à exister » alors que c'est

visiblement l'existence des Palestiniens, au moins comme nation, qui est niée. Je n'aime pas raisonner en termes de droits, parce qu'on en arrive alors à absolutiser des revendications, fondées soi-disant sur ces droits, et qui rendent toute paix impossible. Toute paix concevable en Palestine reviendra à abandonner certains « droits », soit d'un côté soit de l'autre. Elle sera nécessairement « injuste », mais, pour qu'elle soit une paix véritable, il faut éviter qu'elle ne soit trop injuste.

Un état bi-national ?

JB : C'était plus ou moins la position d'Einstein ou d'Hannah Arendt. Mais je ne pense pas que ce soit à nous de proposer des solutions. Ce que le « mouvement de solidarité » (avec les Palestiniens) pourrait faire de plus utile, c'est de convaincre la majorité des Européens, y compris les hommes politiques, que ce n'est pas dans notre intérêt (bien compris) de soutenir Israël. Il faut combattre avant tout le discours de culpabilisation (sur l'holocauste) et libérer la parole non juive (sur la Palestine), c'est-à-dire soutenir tous les hommes politiques, tous les intellectuels et tous les journalistes que l'on fait taire au nom de la « lutte contre l'antisémitisme », lorsqu'ils disent quelque chose de critique sur Israël. Je ne pense pas qu'il faille attendre des Européens une improbable solidarité avec les Palestiniens, mais plutôt un calcul d'intérêt : à quoi bon antagoniser plus d'un milliard de musulmans en soutenant un petit pays qui n'en fait qu'à sa tête ? Il faut souligner qu'aux Etats-Unis même, de nombreuses voix se lèvent pour critiquer l'alignement de leur politique sur Israël. Contrairement à ce que l'on pense souvent (y compris malheureusement dans le mouvement de solidarité) Israël ne leur a jamais rapporté une goutte de pétrole, leur coûte très cher et leur aliène une grande partie du monde.

Le processus de paix ?

JB : Ilan Pappé dit très justement que ce n'est ni aux Européens, ni aux Américains d'organiser le processus de paix en Israël/Palestine. D'ailleurs ce soi-disant processus de paix est principalement une façade, un leurre... On doit rappeler que lors du processus dit d'Oslo, il y a eu une extension des colonies juives dans les Territoires occupés. Si on voulait vraiment les évacuer, pourquoi commencer par les occuper encore plus ? Cela n'a aucun sens. Une personne aussi modérée que Régis Debray a d'ailleurs déclaré (dans le Monde Diplomatique d'août 2007) que « nous ne sommes pas tous dupes ». On pourrait même dire que le « processus de paix » a pour fonction...d'éviter la paix. Ou, en tous cas, de tenter de « pacifier » les Palestiniens en les reléguant dans des bantoustans.

Boycotter Israël ?

JB : Récemment, les étudiants de la London School of Economics ont voté pour le boycott des sociétés collaborant avec Israël, sur le modèle de ce qui s'est fait avec l'Afrique du Sud. D'autres syndicats en Angleterre ont fait de même. C'est un pas dans la bonne direction (que nous sommes très loin d'entreprendre en France ou en Belgique). Cela n'a peut-être pas beaucoup d'impact économique (pour le moment), mais c'est un fort signal symbolique, pour dire à nos hommes politiques : nous ne voulons plus de cet alignement sur les Etats-Unis et Israël.

Que fait la gauche européenne ?

JB : Par rapport aux positions indépendantes d'un de Gaulle, une bonne partie de la gauche européenne est en retrait - à la remorque des Etats-Unis et de l'Etat Israélien. Les partis Socialistes, le Parti de la Gauche Européenne voient trop souvent le conflit à travers le prisme israélien, c'est-à-dire que cette pauvre démocratie est entourée de méchantes dictatures et ne cherche que la paix, en oubliant la source du conflit, qui est la dépossession forcée des Palestiniens qui se poursuit depuis des décennies. Un autre problème de la gauche européenne, c'est qu'ils voient partout le fascisme et le racisme. Si l'on critique publiquement Israël, on est immédiatement taxé d' « antisémitisme ». La Deuxième Guerre mondiale est terminée et il faut aborder les problèmes de notre temps.

Quel est le rôle des Etats Unis ?

JB : On ne peut pas le comprendre sans comprendre le rôle du lobby sioniste américain, très bien analysé par Mearsheimer et Walt, dans leur livre sur ce sujet. Même le candidat qui pourrait en principe être le plus ouvert, Barack Obama, a dit récemment que l'ONU ne doit pas condamner Israël, parce qu'Israël ne faisait que se défendre contre les tirs de roquettes venus de Gaza. Il a aussi fait un discours assez remarquable sur le racisme, où il est arrivé néanmoins à rejeter la responsabilité du conflit sur les musulmans radicaux.

Vous citez Bismarck

JB : Il disait : « Les Balkans ne valent pas la vie d'un seul soldat prussien ». Evidemment, beaucoup de soldats allemands et d'autres sont morts, en partie à cause des ingérences occidentales dans les Balkans. Mais ce serait bien de revenir à une telle réalpolitik, de désengagement, qui serait en fait bien plus morale que la politique européenne actuelle, basée soi-disant sur la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, arguments qui ne convainquent personne dans la région. Les prétentions morales étant vides, il faut revenir au bon sens. Israël a perdu au Liban et, probablement aussi à Gaza. Les Etats Unis sont en train de perdre en Irak et en Afghanistan. Ce n'est pas dans l'intérêt des Européens de voler au secours de la défaite. Pourtant, c'est ce que font leurs dirigeants (en envoyant plus de troupes en Afghanistan par exemple).

Il y a même des « Chrétiens Sionistes »

JB : Difficile de mieux illustrer le caractère religieux et non économique de ce conflit qu'en rappelant les positions aberrantes des « Chrétiens Sionistes », qui préconisent la judaïsation de la Palestine historique, comme condition du retour de Jésus, et .. de la conversion des juifs. Ce courant fondamentaliste protestant a fait sa jonction avec des sionistes radicaux et les néo-conservateurs. Mais, pour moi, il n'est pas essentiel. Si les élites américaines arrivaient à élaborer et à imposer une politique conforme à leurs intérêts bien compris, ces gens seraient rapidement marginalisés. Mais un débat ouvert sur les intérêts réels des Etats-Unis au Moyen-Orient est

très difficile. Quand l'ex-président Carter, qui en plus est prix Nobel de la paix, a essayé de l'ouvrir, il s'est vite fait mettre de côté.

Revenons au Hamas et à Gaza

JB : Récemment, David Rose, dans le magazine Vanity Fair, a révélé que les Etats-Unis, via leur homme fort, le Palestinien Mohammed Dahlan, avait préparé un coup de force contre le Hamas- ce qui a entraîné le contre-coup de juin 2007 et la prise de contrôle de Gaza par le Hamas. La popularité du Hamas s'en est trouvé fortement renforcée, pas seulement à Gaza mais dans les territoires occupés. L'intelligence politique consiste à comprendre, à un moment donné, le sens de l'histoire, ce qu'avait d'ailleurs fait de Gaulle en 1967 et, avant cela, en Algérie. Il faut être aveugle aujourd'hui pour continuer à penser que ce sont les Etats-Unis et Israël qui gagnent. Et il est idiot pour les Européens de monter dans un navire qui coule.

Inextricable ? Cette interview prend place dans notre « Dossier Moyen-Orient » en développement (voir également l'interview de Mohamed Hassan sur l'Irak et l'article « Santé Irak »). Objectif du Dossier : donner une vue globale sur les forces qui s'allient, s'affrontent ou se déchirent dans cette région-clé du monde. Vos informations, commentaires et/ou critiques sont les bienvenues.

Jean Bricmont

Samedi 24 Mai 2008

Titre original: "Palestine: L'Alsace-Lorraine des temps modernes"

<http://www.alterinfo.net/>

---

### 3-2 Point de vue de Dr. As'ad Abdou Ar-Rahman : La religion est revenue sur la scène internationale, après le recul des idéologies laïques, nationales et socialistes.

Depuis la fin des années soixante, la religion est revenue sur la scène internationale, après le recul des idéologies laïques, nationales et socialistes. Désormais, c'est un nouveau Monde. L'Occident s'attache au christianisme. Israël au judaïsme. Les organisations islamiques à l'Islam.

Par contre, cette vision ne flotte pas à la surface pour une raison spirituelle, loin de là. C'est tout simplement pour donner une sorte de légitimité à quelques politiques visant à mettre la main sur le Monde. Cette tendance religieuse ajoute une nouvelle difficulté à la question palestinienne dont la solution est trop loin à atteindre. Et un « Etat juif » est pratiquement irréalisable. En effet, la « nationalité juive » n'a rien à voir avec le terme de la nationalité.

Raja Kamal, professeur à l'université de Chicago, a réalisé une étude intitulée « L'inquiétude démographique d'Israël ». Il y écrit : « Les deux partis s'attachent de plus en plus fortement à des croyances religieuses, dans la politique de l'un envers de l'autre. Ce qui fait plus peur, c'est qu'en Israël, le zèle religieux se montre fort autour de ces changements démographiques qu'Israël connaît ».

Ces changements pourront être le déficit le plus fort pour ceux qui cherchent une solution pacifique au conflit palestinien-israélien. Désormais, deux changements démographiques affectent les politiques israéliennes. Le premier : les habitants orthodoxes et extrémistes sont de plus en plus forts. Le deuxième : le départ incessant des savants, des chercheurs et des intellectuels d'Israël.

Selon les statistiques du gouvernement israélien, le niveau de natalité chez les Juifs fondamentalistes est estimé à 7,6 enfants pour une femme, trois fois plus élevé que la moyenne nationale. Ainsi, dans une société si divisée comme Israël, un petit parti religieux pourra fortement influencer un gouvernement relativement faible.

La politique d'incessante colonisation, en dépit du refus international, en est l'image probante, de cette influence. Cette politique est adoptée par des petits partis, Chass en tête. Et le faible premier ministre ne peut y rien faire. Quant à l'émigration des savants et des chercheurs, Israël les chassent. 25% d'entre eux vivent désormais aux Etats-Unis.

Parmi les éléments qui les chassent se trouvent les rémunérations trop basses, croit Dan Ben David, professeur à l'université de Tel-Aviv. Il y a aussi le manque de laboratoires.

Selon le quotidien hébreu Yadiot Ahranot, pour deux raisons, des savants et des académiciens bien connus quittent le pays pour aller s'installer aux Etats-Unis. La première, c'est qu'Israël ne peut plus faire contrepoids face au billet vert américain. La deuxième réside dans la situation de sécurité tendue à longueur de temps. Et Israël, qui ne veut perdre aucun élément de sa population, voit dans cette émigration un échec de sa politique consistant à attirer vers elle les Juifs du Monde, et non le contraire. C'est un vrai danger démographique, surtout face à la croissance des habitants palestiniens.

Sont nombreux ceux qui croient qu'Israël sera bientôt perdante, démographiquement parlant. Bientôt, les Palestiniens seront majoritaires. La tendance est bien claire pour le chercheur démographique israélien Sérjo Do La Birgola : « Avant la fin de l'actuelle décennie, les Juifs seront minoritaires dans les territoires comprenant Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza ».

Les Juifs d'entre la méditerranée et le fleuve du Jourdain sont très faiblement majoritaires, ajoute-t-il.

Il est important de noter que le mouvement sioniste, à son départ, voyait que les grands problèmes des Juifs sont l'intégration dans les grandes sociétés, les crises économiques et les oppresseurs qui les frappent. Il croyait que

la solution se trouvait dans le rassemblement en un seul lieu. Mais soixante ans après la création d'Israël, ce rêve reste inachevé ; deux tiers des Juifs du Monde vivent encore à l'extérieur d'elle.

Par ailleurs, la tendance religieuse ne marque pas uniquement "Israël". Les nouveaux conservateurs des Etats-Unis s'attachent, pour leur part, au patrimoine judéo-chrétien. Et chez nous, en Palestine, nous avons le Hamas et le Djihad Islamique. Au Liban, il y a le Hezbollah. Et partout dans le monde Arabe, le mouvement des Frères Musulmans s'étend. Et dans beaucoup de pays musulmans, les fondamentalistes islamiques ne sont pas peu nombreux. Partout dans le monde, les mouvements qui mélangent la politique et la religion ne cessent de s'accroître en nombre. Et monsieur George Bush ne fait que mettre de l'huile sur le feu avec sa politique.

Revenons à Israël où le fondamentalisme extrémiste n'est plus qu'un mur. Il divise les Juifs entre eux et fait barrage face aux Palestiniens et aux Arabes. Mais ce qui est plus dangereux, c'est que s'est ratée la volonté de rassembler les Juifs autour de notions comme la citoyenneté, l'égalité, la démocratie, la diversité dont la diversité religieuse, les intérêts économiques, culturels, historiques... Pour se rassembler, les Israéliens n'ont plus que l'animosité avec les Palestiniens et tous les Arabes. La démographie était et restera alors un élément très important pour tout règlement entre les Palestiniens et Israéliens.

Dr. As'ad Abdou Ar-Rahman /

26/05/2008

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Yehezkel Dror « Dès lors que c'est la survie du peuple juif qui est en question, il n'y a pas de place pour la morale »

27 mai 2008

L'article qui suit est authentique.

Il a été publié, il y a une dizaine de jours, par une sommité israélienne dans le quotidien juif socialiste new-yorkais, Forward.

L'auteur y pose un syllogisme : le peuple juif est toujours en danger et sa survie est conditionnée à celle de l'État d'Israël.

Sur cette base, cet État peut tout entreprendre, en s'affranchissant des règles morales, lorsqu'il le juge nécessaire à la survie du peuple juif. En d'autres termes, « l'argument de la Shoah » dispense l'État d'Israël de respecter le droit international.

[www.voltairenet.org/article157211.html](http://www.voltairenet.org/article157211.html)

Peu de gens disconviennent du fait que tout dirigeant juif, toute organisation juive, toute communauté juive et tout individu juif a pour devoir de contribuer à assurer la continuité du peuple juif. Mais, dans un monde où l'existence à long-terme de l'État juif est loin d'être garantie, l'impératif d'exister donne lieu, inévitablement, à de difficiles questions, dont la principale est celle-ci : quand la survie du peuple juif entre en conflit avec la morale du peuple juif, son existence en vaut-elle la chandelle, ou même, cette existence est-elle possible ?

L'existence physique, aurais-je tendance à arguer, doit être première. Aussi morale une société aspire-t-elle à être, l'existence physique est nécessairement un préalable.

Des dangers manifestes, tant intérieurs qu'extérieurs, menacent l'existence-même d'Israël en tant qu'État juif. Il est très vraisemblable que l'effondrement d'Israël ou la perte par l'État d'Israël de son identité juive aurait pour effet de saper l'existence du peuple juif dans son ensemble. Et même en l'existence d'un État juif, des dangers, moins évidents mais non moins fatals, menacent l'existence durable dans le long-terme de la diaspora. Quand les nécessités de l'existence entrent en conflit avec d'autres valeurs, par conséquent, la realpolitik devrait se voir accorder la priorité. Depuis la menace d'un conflit désastreux avec des protagonistes islamistes tel l'Iran, jusqu'à la nécessité de maintenir des distinguos entre « nous » et « les autres » afin de limiter l'assimilation, cet impératif devrait servir de guide aux décideurs politiques.

Regrettablement, l'histoire humaine rejette l'affirmation idéaliste voulant que, pour vivre longtemps, un État, une société ou un peuple se doit d'être moral. Étant donné les réalités prévisibles du 21ème siècle et au-delà, des choix cornéliens sont inévitables, dans lesquels les nécessités de l'existence contredisent, bien souvent, d'autres valeurs importantes.

D'aucuns pourraient arguer que faire de l'existence la priorité pourrait être contreproductif en termes d'existence-même, car ce qui peut être considéré comme une action immorale peut saper le soutien, tant interne qu'extérieur, essentiel à l'existence [de l'État d'Israël]. Toutefois, la logique propre à la realpolitik donne la primauté à l'existence, ne laissant qu'une place minorée à de quelconques considérations éthiques. La triste réalité, c'est que le peuple juif risque d'être confronté à des choix tragiques, dans lesquels d'importantes valeurs doivent être sacrifiées, dans l'intérêt de valeurs encore plus importantes.

Des décisions qui soient responsables, dans de telles situations difficiles, requièrent une prise de connaissance sans ambiguïté des questions morales en cause, en soupesant avec soin toutes les valeurs et toutes les

assomptions de responsabilité dans la formation de son propre jugement autonome. Ces décisions exigent aussi un effort pour réduire autant qu'il est possible la violation de valeurs morales.

Néanmoins, confronté à de tels dilemmes, le peuple juif ne doit pas se laisser obnubiler par le politiquement correct, ni par d'autres modes susceptibles de faire obstacle à la pensée. Quand il s'agit de la Chine, par exemple, certains efforts visant à renforcer les liens entre la superpuissance chinoise et le peuple juif devraient imposer une sourdine aux campagnes bien-intentionnées visant à interférer dans la politique intérieure de Pékin, notamment dans sa manière de gérer le Tibet. Il en va de même pour la Turquie : étant donné le rôle crucial de pacificateur que joue ce pays au Proche-Orient, le débat autour de la question de savoir si les Ottomans ont commis (ou non) des atrocités contre les Arméniens doit être laissé aux historiens, et de préférence à des historiens non-juifs.

Cela, non pas nécessairement afin de soutenir la politique chinoise, ni pour dénier l'histoire arménienne. Non : il s'agit, bien davantage, de reconnaître qu'aussi morales ces prises de position peuvent (ou ne peuvent pas) être, le peuple juif doit donner la primauté à l'existence.

Ce qui est requis, c'est une évaluation a priori des valeurs, afin de disposer de guides tout prêts pour former un jugement dans des contextes spécifiques, ou dans des conditions de crise. La question, plus globalement, est de savoir si l'impératif, pour le peuple juif, d'exister, est un impératif catégorique surpassant la quasi-totalité des autres valeurs, ou bien s'il s'agit d'un impératif parmi beaucoup d'autres impératifs de rang similaire. Étant donné tant l'histoire que la situation actuelle du peuple juif, j'aurais tendance à soutenir que l'impératif de garantir son existence est un devoir moral impératif, qui préside à tous les autres.

Laissons de côté le recours à des arguments transcendants, aux commandements bibliques et aux paroles des sages, qui sont, tous les uns autant que les autres, ouverts à diverses interprétations. La justification de la priorité qui doit être accordée aux nécessités de l'existence est quadruple :

Primo, le peuple juif a un droit inhérent à exister, exactement comme n'importe quel autre peuple ou n'importe quelle autre civilisation.

Secundo, un peuple qui a été régulièrement persécuté depuis deux mille ans est moralement fondé, en termes de justice distributive, à être particulièrement impitoyable lorsqu'il s'agit pour lui de prendre soin de son existence, notamment en matière de droit moral, que dis-je, de devoir, de tuer et d'être tué, si cela est essentiel pour garantir son existence – fusse au prix d'autres valeurs, et d'autres personnes. Cet argument est d'autant plus imparable, à la lumière des tueries sans précédent, voici seulement quelques décennies, d'un tiers du peuple juif – un crime de masse qui a été soutenu directement et indirectement, ou tout du moins, qui n'a pas été empêché, quand cela aurait été possible, par de larges segments du monde civilisé.

Tertio, étant données l'histoire du judaïsme et l'histoire du peuple juif, il y a de fortes chances que nous allons continuer à apporter des contributions éthiques particulièrement nécessaires à l'humanité. Toutefois, pour pouvoir le faire, nous avons besoin d'une existence stable.

Quarto, l'État d'Israël est le seul pays démocratique dont l'existence-même est mise en danger par des acteurs profondément hostiles, sans, là encore, que le monde prenne les contremesures décisives qui s'imposent. Cela justifie – que dis-je, cela implique – des mesures qui non seulement seraient inutiles, mais qui seraient même potentiellement immorales dans des circonstances autres.

Le peuple juif doit accorder beaucoup plus de poids à l'impératif qui est le sien, de garantir sa survie, qu'à toute autre valeur. Il y a, bien entendu, des limites ; rien ne saurait justifier la mise en branle d'un génocide. Mais, à part de rares exceptions, où être tué et détruit est préférable à la transgression de normes absolues et totales, l'existence du peuple juif, y compris celle de l'État d'Israël, doit être considérée comme la première des priorités. Ainsi, si la sécurité d'Israël est renforcée de manière significative par de bonnes relations avec la Turquie et avec la Chine, d'aucuns arguent que la Turquie est coupable de génocide, dans le passé, contre les Arméniens, et que la Chine, aujourd'hui, est en train de réprimer des Tibétains et son opposition interne et que les dirigeants et les organisations juifs doivent soutenir la Turquie et la Chine, ou au minimum rester neutres en ce qui concerne les affaires intérieures de ces deux pays. Au minimum, les dirigeants juifs ne doivent pas se joindre au chœur des acteurs libéraux et humanitaires qui condamnent et la Turquie, et la Chine.

De la même manière, les dirigeants juifs doivent soutenir les mesures très dures prises contre des terroristes qui, potentiellement, mettent des juifs en danger, fusse au prix de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Et si la menace est suffisamment grave, le recours à des armes de destruction massive par Israël serait justifié, dès lors qu'il serait manifestement nécessaire afin d'assurer la survie de l'État, quelque important que soit le nombre énorme des victimes civiles innocentes que l'on aurait à déplorer.

À n'en pas douter, le débat est largement ouvert sur la question de savoir ce qui est véritablement nécessaire à l'existence. Le fait de donner la priorité à l'impératif d'exister n'implique pas nécessairement que l'on soutienne de A jusqu'à Z la politique d'Israël. De fait, c'est l'inverse qui est vrai : les dirigeants, les organisations et les individus de la diaspora ont le devoir de critiquer la politique israélienne, qui, de leur point de vue, met en danger l'État juif et l'existence du peuple juif. Ils ont aussi le devoir de proposer des politiques alternatives garantissant l'existence [du peuple juif].

Mais, en fin de compte, il n'y a aucun moyen de contourner les implications pratiques, impitoyables et douloureuses, du fait de donner la priorité à l'existence, en tant que norme morale supérieure, sur le fait d'être moral par d'autres aspects. Quand cela est important pour l'existence [du peuple juif], la violation des droits d'autrui doit être acceptée, avec regret, certes, mais avec détermination. Le soutien (ou la condamnation) de divers pays et de leurs politiques respectives doit être tranché, avant toute chose, à la lumière des conséquences probables [de ce jugement] pour l'existence du peuple juif.

En résumé : les impératifs de l'existence doivent se voir accorder la priorité sur d'autres considérations – aussi importantes soient-elles – dont les valeurs progressistes et humaines, ou encore le soutien des droits de l'homme et de la démocratisation.

Cette conclusion tragique, mais néanmoins finale, n'est pas facile à avaler, mais elle est essentielle pour le futur du peuple juif. Une fois notre existence garantie, ce qui inclut la sécurité fondamentale d'Israël, beaucoup peut – et doit – être sacrifié sur l'autel du tikkun olam [héb.: « réparation du monde », ndt]. Mais étant donné les réalités présentes et le futur prévisible, la garantie de l'existence est la priorité des priorités.

Yehezkel Dror

Président-fondateur du Jewish People Policy Planning Institute, et professeur émérite de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem. Lauréat du Prix Israël en 2005, il a fait partie de la commission Winograd d'enquête sur la guerre israélienne contre le Liban à l'été 2006.

27 mai 2008

Forward / Réseau Voltaire

<http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BRBF&langue=1&id=25815>

---

## 5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 5-1 Usage de l'antisémitisme à des fins politiques.

L'accusation d'antisémitisme ne fait pas toujours recette

MM. Bernard Ravenel et Richard Wagman - deux responsables d'associations de solidarité avec la Palestine qui, en France, en lien avec les militants du « camp de la paix » israélien ont exercé, ces dernières années, une influence dominante dans les débats et les orientations du mouvement de solidarité (\*) - ont été condamnés, le 15 janvier 2008, par la XVIIème chambre du tribunal correctionnel de Paris pour avoir diffamé en le traitant d' « antisémite notoire » et de « négationniste notoire », sans aucune preuve à l'appui, le journaliste et écrivain Jean-Paul Cruse. (\*\*)

23 mai 2008 |

Cette condamnation, [1] n'a apparemment pas fait la une des médias : c'est généralement quand quelqu'un est accusé d' « antisémitisme » que l'on parle de lui, et pas quand il est absous. Elle doit néanmoins être ressentie comme une grande délivrance par toutes les personnes qui se sont trouvées injustement diffamées par ce genre d'accusations. Mais également par toutes les personnes qui ont, aujourd'hui, peur de s'exprimer, ne sachant plus si elles peuvent encore dire ce qu'elles pensent sans encourir le risque de se voir faussement accusées d'un délit sanctionné par la loi et passible de prison.

À noter que les accusations d' « antisémitisme » s'intensifient quand les opérations militaires israéliennes contre ses voisins augmentent en intensité meurtrière ; on pourrait en déduire qu'elles contribuent très utilement à détourner l'attention de l'opinion des atrocités commises par Israël.

En 2003 déjà, M. Bernard Ravenel, avait accusé publiquement « d'antisémitisme » M. Marcel Charbonnier. Cela avait été relayé sans aucune vérification par les quotidiens *Le Monde* et *Libération*. Ce qui avait valu à M. Marcel Charbonnier un interdit professionnel et un procès, heureusement remporté, conjointement avec M. Pierre-Alexandre Orsoni, à Marseille [2].

L'accusation d' « antisémitisme », est une arme très efficace quand on veut faire taire des voix qui dérangent. Que cette arme soit utilisée à cet effet par des organisations juives dont la vocation est de faire la promotion de l'Etat d'Israël comme le CRIF, l'UPJF, l'UEJF [3] n'est guère étonnant. Mais qu'elle le soit aussi par des organisations de solidarité avec les Palestiniens est beaucoup plus intrigant. Or, MM. Ravenel et Wagman et leurs associations, en ont largement usé [4].

Alors que l'Etat d'Israël peut se permettre de pratiquer ouvertement l'apartheid et le nettoyage ethnique, sans susciter de réactions de la part de la « communauté internationale », jamais les Palestiniens n'ont été dans une situation plus effroyable. Et les gens lucides, qui continuent de soutenir les droits inaliénables des Palestiniens, n'ont jamais été aussi découragés par les échecs et les déceptions essayés, à cause des trahisons de ceux qui sont censés les défendre.

Dans le débat autour de la Palestine, de plus en plus de gens préoccupés par l'aggravation de la situation et les réponses inadéquates apportées, se sont sentis désorientés par les options de responsables d'associations, de journalistes et de sites réputés « progressistes », dont la pratique consistait, en réalité, à contrôler le discours sur Israël, donc à censurer, à contenir ou à contrer les voix « radicales ». C'est-à-dire l'expression de celles et ceux qui soutenaient ouvertement le droit du peuple palestinien à combattre l'occupant israélien par tous les moyens, y compris par les armes. Ou encore l'expression de ceux qui contestent la légitimité de l'Etat 'juif' d'Israël et qui considèrent qu'il n'y aura jamais de solution à ce conflit tant que l'idéologie sioniste n'aura pas été éradiquée, comme en conviennent de plus en plus d'Israéliens éclairés, tel M. Avraham Burg.

Mais pourquoi ont-ils agi ainsi ?

Est-ce parce que leur loyauté profonde va davantage à la préservation de « l'Etat juif » qu'à la Palestine, et qu'ils cherchent ainsi à orienter le mouvement de solidarité sur des positions qui soient le moins dommageables aux intérêts d'Israël ?

Reste à espérer que la condamnation de MM. Ravenel et Wagman par le Tribunal correctionnel de Paris mette un terme aux manœuvres déloyales de celles et ceux qui n'ont pas hésité à jeter la suspicion et l'anathème sur des honnêtes gens, dans le but de leur imposer le silence sur les crimes d'Israël, un Etat colonial violent et raciste.

**Silvia Cattori**

(\*) Bernard Ravenel est responsable de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) et Richard Wagman est membre de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP).

(\*\*) Journaliste et délégué syndical depuis la fondation de *Libération*, M. Cruse avait négocié, fin 1994, son départ contre une importante indemnité de la part de ce journal. Nous n'entrons pas ici dans la substance des campagnes médiatiques lancées contre lui à cette époque, et qui n'ont pas de lien direct avec l'affaire qui vient d'être jugée.

Nous ne connaissons personnellement ni M. Cruse, ni ses accusateurs MM. Ravenel et Wagman. Mais nous connaissons de nombreuses personnes qui, comme M. Cruse, ont vu leur réputation salie ou leur vie détruite par de fausses accusations d' « antisémitisme » ou de « négationnisme ».

<http://www.silviacattori.net/>

---

## 5-2 L'islamophobie est programmée et organisée par les services du sionisme international

Dimanche 25 Mai 2008

Le projet du sionisme international et des forces de l'oppression tente, dans une troisième vague d'islamophobie, de développer chez les musulmans, un sentiment d'indifférence vis-à-vis des insultes aux valeurs de l'islam, ou de provoquer des réactions incontrôlées.

Le retraitage des caricatures sur le Prophète de l'islam (SAWA) et les déclarations offensantes du prêtre Rud Parseli, d'une grande église américaine, qui est un partisan du candidat républicain John Mac Cain, sur la présentation de Dieu dans l'islam et les valeurs islamiques, reprises dans les programmes de Fax news, avec une présentation de l'islam comme le plus grand danger dans le monde, et le film de Geert Wilders qui présente les musulmans comme les responsables des explosions de Londres et de Madrid, font partie des manœuvres propagandistes de la troisième vague d'islamophobie.

La première vague d'islamophobie faisait partie des objectifs expliqués ou secrets des forces d'oppression, avec un anti islamisme et une islamophobie qui n'étaient pas des phénomènes nouveaux en Occident, mais s'enracinaient dans l'Histoire de l'Europe, principalement depuis l'époque des Croisades.

La nouvelle vague d'islamophobie est elle, un programme organisé par le sionisme international. Les premiers phénomènes apparaissent dans les années 80, après la victoire de la Révolution Islamique d'Iran et les profondes transformations qui suivirent dans le monde. Les répercussions de la Révolution Islamique ne touchèrent pas uniquement le monde de l'islam mais toute la communauté internationale.

Avant la Révolution Islamique la bipolarité du monde s'expliquait par les idéologies et le pouvoir du socialisme et du libéralisme. Or la Révolution Islamique fit entrer une nouvelle force dans les équations internationales, avec la renaissance d'une identité islamique et religieuse, et de l'idéologie islamique.

Le livre de Salman Rushdie "les versets sataniques" intervient à l'origine du développement de l'islamophobie, à l'époque de la dislocation de l'Union soviétique et du bloc communiste, au début des années 90. La phobie de l'étranger et de « l'invasion » en Occident, fut exploitée par les forces de l'oppression.

Dans ce cadre, les dirigeants reliés aux lobbies sionistes tentèrent de remplacer le danger du communisme par le danger de l'islam.

A cette nouvelle étape, ils sortirent l'islamophobie du domaine de la simple propagande pour en faire un phénomène scientifiquement et culturellement élaboré, avec les thèses de Samuel Huntington sur le conflit des civilisations, en 1992.

Dans la deuxième étape, ils lancèrent l'idée que les règles islamiques étaient contraires aux droits de l'homme, après le 11 septembre et les explosions de New York et de Washington.

Les médias dominés par les forces de l'oppression, tentèrent d'affaiblir les relations entre le monde islamique et l'Occident.

Cette deuxième vague d'islamophobie était orchestrée par les milieux de l'empire médiatique, de telle sorte que le premier ministre italien avait déclaré, avec un trop grand empressement, que la civilisation occidentale était supérieure à la civilisation islamique, et méprisait les musulmans pour leur pauvreté.

Fokoyama, un mois après les événements du 11 septembre, avait quant à lui, dans une interview au Gardian, insisté sur le fait que l'islam était la seule idéologie qui menaçait la civilisation occidentale. William Kohen lui aussi, ancien ministre américain de la défense et théoricien politique, avait déclaré que le combat entre les États-Unis et leurs alliés, et l'islam était une quatrième guerre mondiale, et Bush fit même allusion à des deuxièmes croisades!

Les Occidentaux commencèrent à ressentir l'immigration musulmane dans leur pays, comme une menace pour leur bien-être social et leur sécurité d'emploi et de revenus. Ils tentèrent de freiner cette immigration et de développer une islamophobie latente qui encouragerait le retour de ces populations vers leur pays d'origine.

Les explosions du 7 juillet à Londres sont dans ce domaine très significatives, et ont concouru à l'émigration de 500 musulmans anglais.

Le développement démographique des musulmans d'un côté et de l'islam chez les Occidentaux, ainsi que la croissance démographique négative des pays européens, ont fait naître une grande inquiétude chez les dirigeants occidentaux. Les statistiques prévoient que dans quelques dizaines d'années, l'Europe deviendrait un continent islamique. L'islamophobie n'est donc qu'une tactique des dirigeants européens, comme celle des États-Unis dans leur lutte contre le communisme, pendant la guerre froide, qui avaient ainsi pu garder l'Europe à leurs côtés.

Avec la dislocation de l'Union soviétique et la disparition du danger du communisme, l'Europe commença à prendre ses distances vis-à-vis de la politique américaine. Les États-Unis furent donc contraints de reprendre leur politique, cette fois-ci avec l'islamophobie, pour garder leur place au niveau international et régler à leur manière, les problèmes qui s'annonçaient.

L'existence d'un danger latent était nécessaire pour garder l'Europe à leurs côtés et préserver leur position dominante au niveau international.

Un des buts de la propagande de l'Arrogance et du développement de l'islamophobie, était aussi de neutraliser la République Islamique. L'islamophobie était aux yeux de ses programmeurs, plutôt une iranophobie, et c'est pour cette raison que les autorités étasuniennes avaient à maintes reprises, présenté l'Iran comme l'axe du mal et comme le centre du terrorisme dans la région et dans le monde. L'islamophobie expliquait la présence continue des forces américaines et de leurs alliés dans les pays de la région, et légitimait l'occupation, pour permettre aux États-Unis de contrôler les richesses et s'assurer leurs besoins énergétiques. De plus, la poursuite de l'occupation était aussi une garantie pour la sécurité du régime sioniste.

Cependant les échecs américains en Irak et l'échec du plan du «grand moyen orient», furent une défaite pour les informaticiens de l'islamophobie.

La victoire des partisans du dialogue et de l'islam en Iran, ces dernières années, entraînent une deuxième renaissance de l'islam dans la région.

Les victoires politiques des conservateurs musulmans dans de nombreux pays, et surtout la victoire du Hezbollah libanais pendant la guerre des trente trois jours contre le régime sioniste, obligèrent les forces de l'oppression à lancer leur troisième programme de phobie de l'islam, avec en 2005, la publication des caricatures sur le Prophète de l'islam (SAWA), au Danemark, grandement couverte par l'Agence médiatique Fax news, et le film, cette année, du député d'extrême droite néerlandais, Geert Wilders.

Cette troisième étape d'islamophobie qui a aussi des objectifs secrets, s'avère plus étendue et plus élaborée que les précédentes, grâce à des tactiques d'insinuation, de désinformation et de moqueries, et une critique des valeurs islamiques et des enseignements religieux et islamiques.

<http://www.alterinfo.net/>

<http://french.irib.ir>

[http://www.alterinfo.net/L-islamophobie-est-programmee-et-organisee-par-les-services-du-sionisme-international\\_a20116.html](http://www.alterinfo.net/L-islamophobie-est-programmee-et-organisee-par-les-services-du-sionisme-international_a20116.html)